

Webinaire n° 2 : Améliorer la gestion numérique des finances publiques en Afrique

CABRI 

SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER



Le webinaire d'aujourd'hui

Objectif

Présenter les résultats préliminaires de la première phase du programme de CABRI « Améliorer la gestion numérique des finances publiques (GFPn) en Afrique », reposant sur quatre enquêtes-pays

Ordre du jour

- 1** **Mot de bienvenue : CABRI dans la GFP numérique**
D^{re} Kay Brown
- 2** **Vue d'ensemble du programme**
Giselle Hadley
- 3** **Résultats préliminaires des pays**
 - A. Fonctionnalités de GFP**
Giselle Hadley
 - B. Des pratiques managériales différentes**
Nicolas Botton
 - C. Nouvelles technologies**
Nicolas Botton
- 4** **Conclusions dégagées et prochaines étapes possibles**
Nicolas Botton & Giselle Hadley



ÉQUIPE DE CABRI



Dr^e Kay Brown
Secrétaire exécutive



Priya Beegun
Responsable du marketing et des
communications



Ashani Singh
Responsable des événements



Joana Bento
Cheffe par intérim de la division
des finances publiques



Giselle Hadley
Responsable de programme en
finances publiques



Nicolas Botton
Expert Consultant – GFP numérique

CABRI dans la GFPn

Présentée par D^{re} Kay Brown



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER



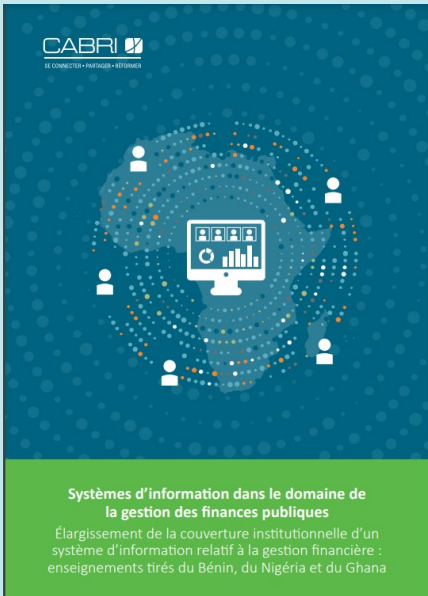
CABRI est une organisation internationale qui travaille avec les ministères des Finances pour renforcer les compétences en finances publiques et les systèmes de finances publiques en Afrique



*Praxis
Ce qui
fonctionne*



Application de l'approche CABRI à la GFPn



Projection au-delà de l'IFMIS

Les ministères des Finances ont un rôle à jouer dans la gestion des solutions numériques au-delà d'un simple système IFMIS (ou SIIGF ou Système intégré d'information de gestion financière)

Apprentissage par l'expérience

Encourager l'apprentissage dans tous les pays sur ce qui fonctionne et comment, y compris le rôle des personnes, de la politique et de la gestion du changement

Approches axées sur les problèmes

La fonction plutôt que la forme – l'outil choisi est moins important que la fonction qu'il améliore

Obtention de résultats pour les populations

Mettre l'accent sur les fonctions qui impactent fortement la prestation des services et les résultats

Vue d'ensemble du programme & Résultats préliminaires

(A) Fonctions de la GFP

Giselle Hadley, Responsable de programme



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER

Le travail de CABRI dans le domaine de la GFP numérique se déroule en deux phases



8

Phase n° 1 : Cadrage et conception (6 mois)



Webinaire n° 1

Présentation du domaine de travail de CABRI en matière de GFP numérique

Enregistrement disponible sur le site de CABRI



Enquêtes-pays

Les systèmes du Bénin, du Rwanda, de l'Afrique du Sud et du Kenya ont été étudiés à l'aide de recherches documentaires et d'un questionnaire semi-structuré. En outre des d'entretiens approfondis ont été menés au Rwanda et au Kenya



Webinaire n° 2

Présenter les résultats préliminaires des enquêtes-pays, des sujets ou des thèmes spécifiques pour l'orientation des travaux futurs. Solliciter des remarques/suggestions sur la conception des travaux futurs

Phase n° 2



Plateforme/outil d'apprentissage

Adoption d'une approche permettant d'améliorer l'apprentissage et la mise en œuvre des réformes numériques en Afrique



Le webinar d'aujourd'hui :



Passer en revue les premiers résultats de ces 4 pays, en examinant :

- comment les systèmes numériques ont amélioré la fonctionnalité de leur(s) système(s) de GFP ;
- le type de défis de gestion auxquels ont fait face les pays lors de la mise en œuvre des systèmes numériques ;
- la manière dont ils relèvent ces défis de gestion ; et,
- les nouvelles technologies qu'ils ont utilisées.



Tester certaines options pour les futurs travaux de CABRI afin d'améliorer les connaissances et les échanges entre pays sur les systèmes numériques



Donnez votre avis !!



Vue d'ensemble des systèmes numériques nationaux



Bénin

Utilisation d'un mélange de produits commerciaux sur étagères (COTS) et d'outils développés en interne, en les superposant pour produire 6 modules de GFP. La gouvernance numérique était une priorité et une source essentielle de succès.



Kenya

Des outils distincts pour chaque direction, avec une intégration limitée. Liens étroits avec le ministère chargé des TIC : élaboration conjointe des normes et des approches pour assurer la continuité et éviter leur multiplication inutile (le double emploi)



Rwanda

Système SIGF entièrement intégré, développé presque entièrement en interne, en mettant particulièrement l'accent sur l'augmentation des communautés numériques au Rwanda.



Afrique du Sud

Des outils très décentralisés, s'appuyant souvent sur des systèmes basés sur Excel, en mettant l'accent sur l'intégration de données normalisées et l'élaboration de tableaux de bord.



Les quatre pays s'acheminent vers la transformation numérique

NUMÉRISER

Passer des services analogiques aux services numériques

Étapes du processus budgétaro-comptable numérisés

Outils pour collecter les informations budgétaires de chaque ministère/département

Mise en place des processus d'approbation électronique

DIGITALISER

Améliorer les processus et les formulaires existants tout en les numérisant

Tableaux de bords centralisés pour la prise de décision. Alertes et indicateurs automatiques

Référentiels partagés : identifiants fiscaux, registre entreprises...

Production automatique des annexes loi de finances

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE →

Revue complète du processus des services publics pour tous les apports numériques

Évaluation de la performance projets par rapport aux fiches initiales

Refonte des achats (*eProcurement* ou passation électronique de marchés) et des contrôles associés

Communication du SIGF avec les systèmes externes (eGov/RH)

Pilotes sur des technologies AA (apprentissage automatique), IA (intelligence artificielle) pour réduire les coûts et rationaliser

Gouvernance numérique pour des citoyens

 Tous
  1 à 3 pays
  Tous mais résultats partiels



Des budgets crédibles

- Les budgets établis sont dépourvus de liens avec les priorités ou les données sur la performance de la prestation des services
- Les dépenses publiques ne sont pas faciles à comparer aux budgets : il est difficile de savoir si les dépenses reflètent les promesses qui ont été budgétisées.



Bénin

- ✓ Le budget est désormais voté en mode budget-programme (depuis 2021), et les étapes de préparation, d'exécution et de suivi sont toutes liées.
- ! Les prévisions pluriannuelles et la gestion restent un problème



Rwanda

- ✓ Tous les rapports budgétaires, y compris les annexes de la loi de finances, sont produits automatiquement, rationalisant ainsi la collecte des données



Kenya

- ✓ L'outil budgétaire SIIGF contribue à l'amélioration de l'efficacité des processus
- ✓ Permet une meilleure analyse des dépenses par rapport au budget
- ! Difficile d'améliorer la qualité du budget
- ! Intégration avec les stratégies gouvernementales



Afrique du Sud

- ✓ L'accent est mis sur les normes qui permettent de comparer les dépenses avec les budgets
- ✓ Le système est bien institutionnalisé en raison de sa cohérence dans le temps



Des flux de ressources fiables et efficaces

- Prévisions de trésorerie inexactes conduisant au rationnement
- Les listes (registres) de paie du personnel ne sont pas mises à jour régulièrement
- Les processus de passation des marchés sont souvent retardés ou ne permettent pas d'obtenir l'optimisation des ressources, les paiements ne sont pas effectués à temps



Bénin

- ✓ Les plans d'engagement, les appels d'offres, la budgétisation et la comptabilité sont tous reliés dans un seul système.
- ! Contrôles automatisés toujours en amélioration



Rwanda

- ✓ Tous les flux de travaux (ou organisation/séquence des tâches) budgétaires et comptables sont désormais intégrés au SIIGF, et les données sont disponibles en temps réel.
- ! Les données relatives à la passation des marchés sont gérées dans un autre système



Kenya

- ✓ Augmentation du nombre de fournisseurs dans les marchés publics, grâce à l'amélioration de la plateforme de gestion des fournisseurs
- ! Les systèmes de suivi des dépenses ont été les plus difficiles à mettre en œuvre à ce jour



Afrique du Sud

- ✓ Les projections de trésorerie sont combinées à un modèle Excel sophistiqué et à un lien pour empêcher les dépenses de dépasser les niveaux approuvés.
- ! Les systèmes de passation de marchés sont fragmentés et ne sont pas faciles à consolider à des fins de suivi.



Responsabilité (obligation de rendre compte) institutionnalisée

- Le financement n'est pas suivi jusqu'aux unités de prestation des services
- Les rapports financiers ne sont pas accessibles aux politiciens ou aux citoyens
- La mise en œuvre des projets ne fait pas l'objet d'un contrôle/suivi efficace
- Les fonctionnaires/unités ne sont pas tenus responsables de leur non-performance ou de leur utilisation abusive des fonds



Bénin

- ✓ Davantage de traçabilité
- ✓ Une nouvelle Agence des systèmes d'information et du Numérique (ASIN) œuvre à générer plus de publications et plus de données ouvertes



Kenya

- ✓ Un outil a été développé pour publier les données sur le budget et les dépenses et améliorer la transparence, bien qu'il ne soit pas entièrement déployé



Rwanda

- ✓ Le Bureau de l'Auditeur général est maintenant en mesure de certifier les comptes
- ✓ L'Office rwandais pour la société de l'information (RISA) est chargé de mettre en œuvre de nouvelles règles numériques, y compris une responsabilité renforcée



Afrique du Sud

- ! Le système transversal existant ne fournit pas de logiciel complet d'intelligence économique à toutes les administrations publiques, que ce soit au niveau national ou au niveau provincial



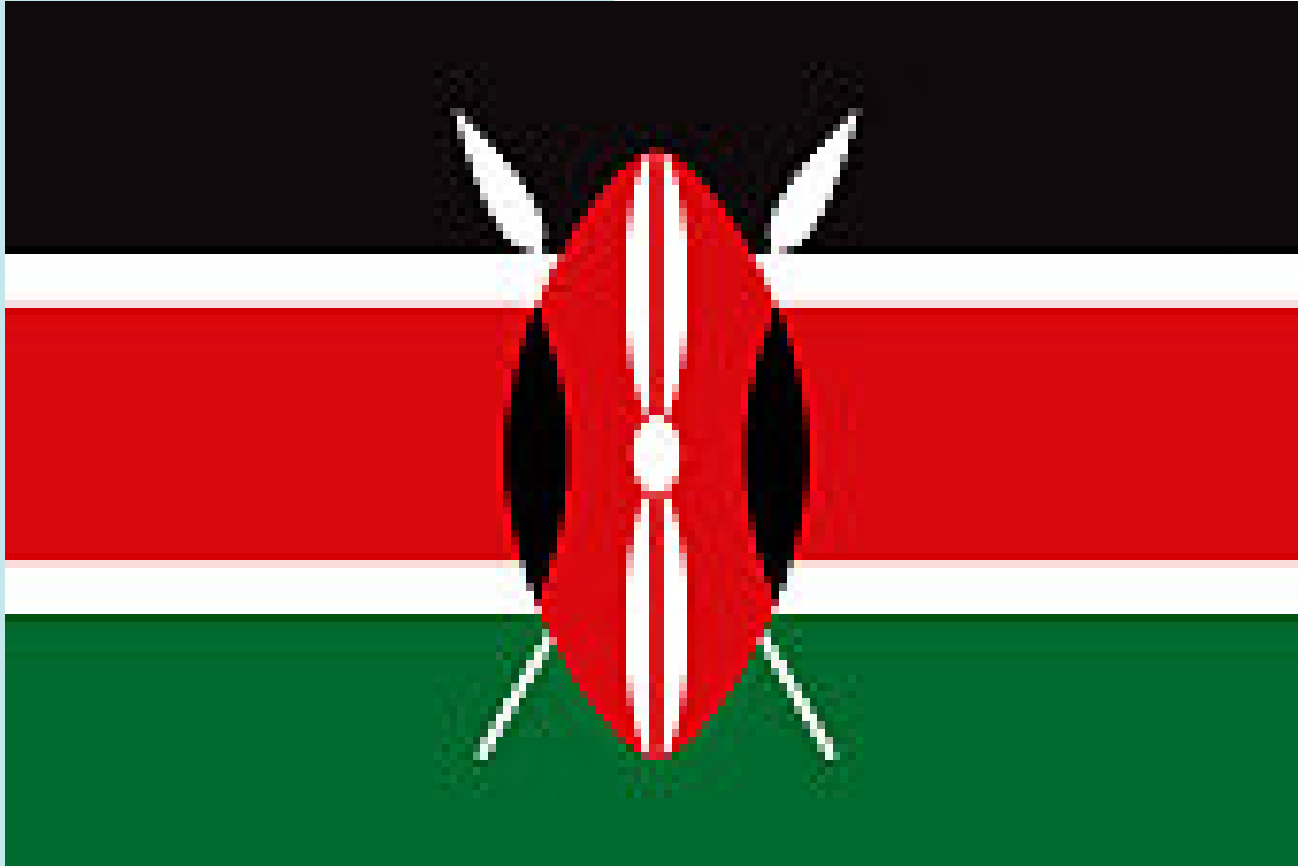
Donnez votre avis !!

Question 1 : Quelle est la composante de votre fonctionnalité de GFP qui a connu la plus forte amélioration grâce à un système numérique ? (choix multiple - choisissez jusqu'à 3 réponses)

1. Les budgets liés aux priorités et à la performance
2. Le suivi des dépenses par rapport aux budgets
3. Les prévisions de trésorerie pour éviter le rationnement
4. La paie pour assurer le paiement en temps voulu du personnel
5. L'optimisation des ressources et la rapidité de la passation des marchés
6. Le suivi du financement jusqu'aux unités de service (par exemple, écoles ou établissements de santé)
7. L'établissement de rapports financiers transparents et accessibles (aux politiciens ou aux citoyens))
8. Le suivi des projets en capital
9. La responsabilité en cas d'inexécution (de non-performance/d'absence de résultats) ou d'utilisation abusive des fonds



Intervenant-pays



Résultats préliminaires : des pratiques
managériales différentes en fonction des objectifs
par Nicolas Botton, expert en dématérialisation des finances
publiques

CABRI 

SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER



Vos préoccupations managériales

Source : missions terrain et des échanges

La compréhension des besoins des utilisateurs et des processus sous-jacents d'un nouveau système numérique n'est pas toujours fluide, surtout si le processus sous-jacent numérisé n'est pas optimisé ou clairement défini

Des outils et des normes existent mais personne n'est en mesure d'assurer qu'elles sont respectées donc ce sont plutôt des recommandations

Chaque ministère, direction a ses propres règles et les équipes n'échangent pas d'un ministère à l'autre

Nous utilisons Excel pour collecter les informations budgétaires de chaque ministère/département

Les décisions sur le SIGF sont prises sans nous consulter au niveau des autres ministères mais nous aurions pourtant des recommandations et suggestions

Trois principaux domaines ont été évoqués :

- Trouver des ressources et les conserver, et, renforcer les capacités,
- Surmonter les contraintes institutionnelles, juridiques et culturelles,
- Gérer une multitude de systèmes avec de multiples structures de données



(1/3) Ressources et renforcement des capacités

Les défis à relever :

- Trouver et garder la bonne équipe, le bon profil dans un environnement public (enjeu de RH)
- Un énorme besoin de renforcement des capacités et pas seulement au sein des équipes SIIGF
- Contraintes liées au financement à long terme

Certaines manières dont ceux-ci ont été relevés :



L'équipe SIGF dispose de son propre budget avec un plan de travail clair pour soutenir l'attribution de ressources

Les salaires du personnel TI sont fixés en fonction d'une comparaison internationale (en USD)

Le personnel TIC (technologies de l'information et de la communication) du ministère dépensier détaché par le ministère chargé des TIC, avec une base de données des talents disponibles permettant un déploiement flexible





(2/3) Contraintes institutionnelles, juridiques et culturelles

Les défis à relever :

- Répétition inutile continue des systèmes numériques avec rapports ou signatures sur papier
- Difficulté à impliquer l'utilisateur final
- Gestion du changement, personne n'aime passer à un nouvel outil inconnu
- Planification irréaliste
- Lier le SIGF à une stratégie numérique plus globale en GFP et à une stratégie numérique gouvernementale

Certaines manières dont ceux-ci ont été relevés :



Nouvelle approche de gestion fondée sur le développement d'un outil centralisé mais très adapté aux besoins de chaque direction et institution (ce qui nécessite beaucoup de formalisation)

Une nouvelle gouvernance pour clarifier les responsabilités entre les différentes agences (RH/Finances/TIC)



(3/3) Une multitude de systèmes avec de multiples structures de données



Les défis à relever :

- De nombreux systèmes existants qui contiennent des structures de données inconnues, qui sont donc difficiles à partager
- Des données peu fiables ou obsolètes

Certaines manières dont ceux-ci ont été relevés :



L'accent a été mis sur le développement d'un système unique de gestion des finances publiques, qui a été progressivement étendu au fur et à mesure de l'augmentation des capacités.

Élaboration d'un ensemble de lignes directrices pour évaluer les nouveaux outils en termes de nécessité, de duplication et de viabilité. L'objectif est d'éviter la mise en œuvre d'un trop grand nombre de systèmes supplémentaires.



L'accent a été mis sur l'établissement de règles claires en matière de données et sur leur application cohérente au fil du temps, afin de renforcer les capacités de l'ensemble du gouvernement en matière de qualité des données et de permettre l'intégration.



Donnez votre avis !!

Question 2 : Pour lesquels de ces défis communs de gestion dans le domaine de la GFPn aimeriez-vous le plus entendre (ouvrir un dialogue au sujet) des idées ou des solutions tirées d'expériences d'autres pays ?

- La passation des marchés et les relations avec les fournisseurs
- Le manque d'interface/d'interopérabilité et la nécessité de retaper
- Les difficultés à formaliser les besoins des utilisateurs
- La gouvernance/gestion inappropriée de projets
- La sous-estimation des coûts
- Le manque d'expertise en TIC de l'administration publique
- Le manque de connaissances en informatique au sein de l'administration publique (par ex., parmi les utilisateurs)
- La résistance au changement
- L'obsolescence des systèmes
- L'infrastructure matérielle, les centres de données, la connectivité.



Intervenant-pays



Résultats préliminaires : des études et des projets en cours avec des technologies de pointe

par Nicolas Botton, expert en dématérialisation des finances publiques

CABRI 

SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER



Vos préoccupations technologiques

Source : Missions terrain et des échanges

Beaucoup de projets en parallèle de production de rapports et tableaux de bord mais une véritable approche de l'intelligence économique (IE) nécessite de croiser plus de données

Des bénéfices clairs du *machine learning* (ou de l'AA) et de l'IA côté « Recettes », mais qu'en est-il côté « Dépenses » ?
J'ai besoin de savoir ce qu'il se passe ailleurs

Introduire des *chatbots* dans les échanges avec les citoyens

Besoin d'une plateforme d'échange de données qui permet de partager toutes les données nécessaires à la prise de décision

Besoin d'un échange entre pairs : mieux connaître les choix des autres pays

Les principales questions technologiques qui vous préoccupent

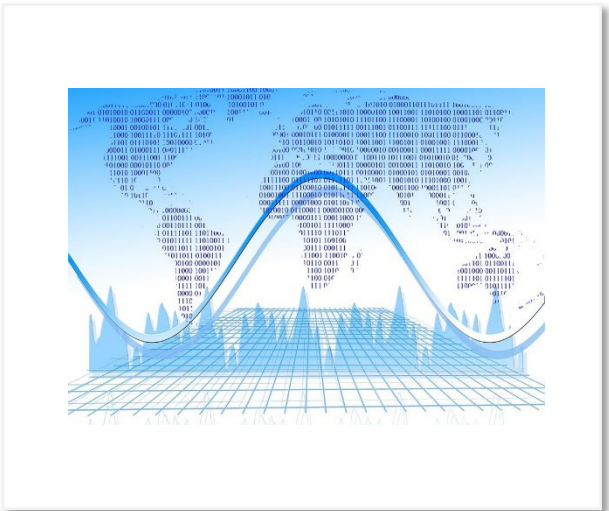
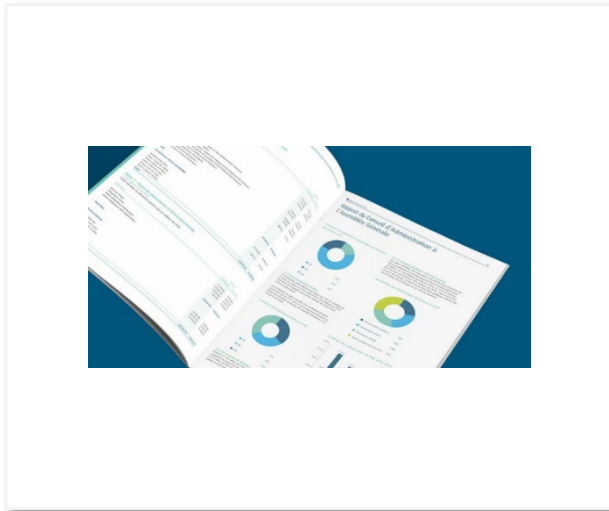
Une multitude d'environnements et de nombreux outils différents, mais 4 questions clés fréquemment posées (communes)

Comment puis-je améliorer la gouvernance et la formalisation pour éviter des objectifs ou des délais irréalistes ?

Comment puis-je savoir ce que les autres font avec les nouvelles technologies de pointe comme l'AA, l'IA, les micro-services (MS), l'IE ?

Comment puis-je combler le fossé de la connectivité ?
3 milliards de personnes n'ont pas accès à l'Internet, dont seulement 33 % dans les pays à faible revenu

Comment puis-je améliorer la production de rapports, de données, de données ouvertes pour améliorer la transparence ?

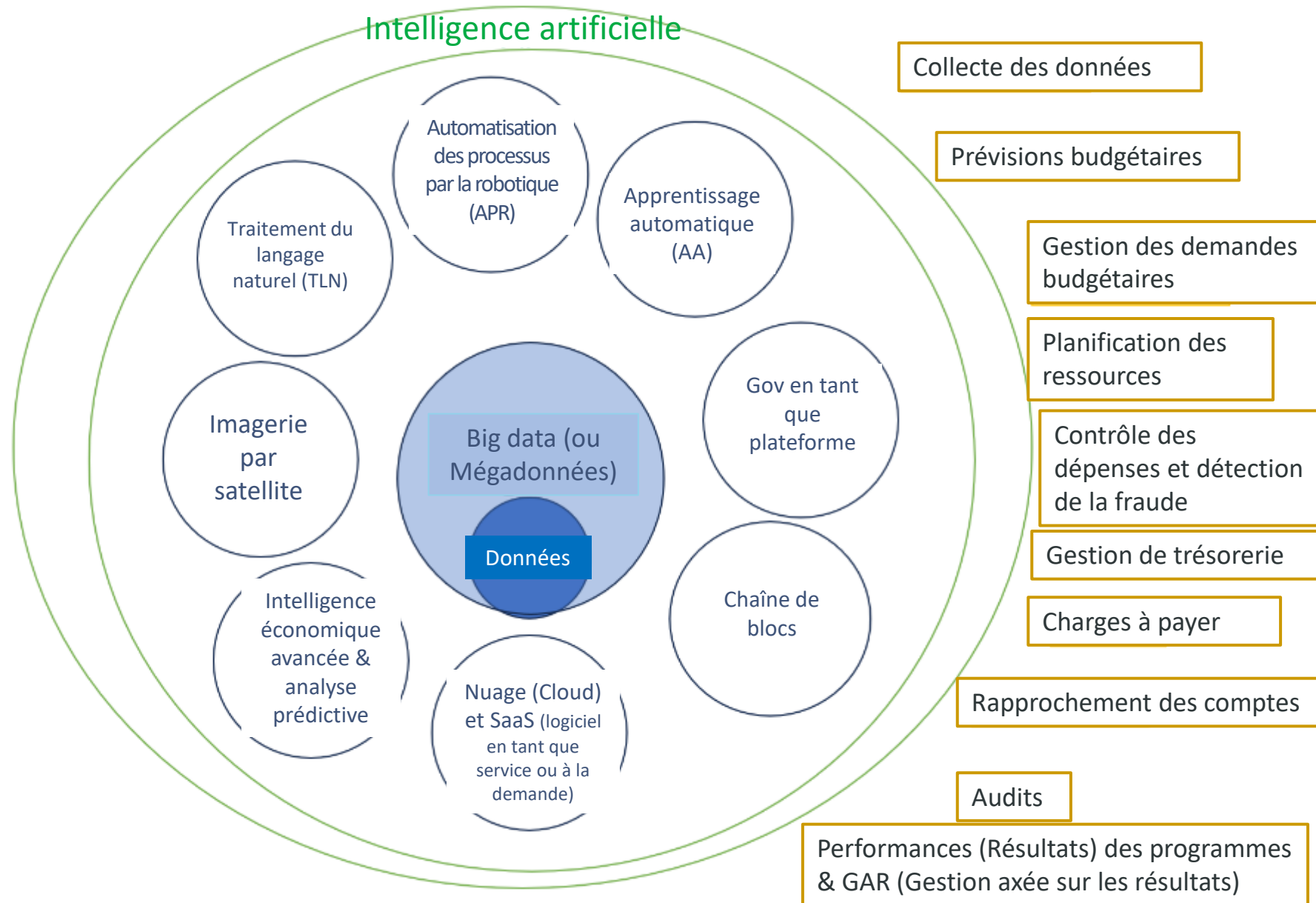




Champ d'application de l'intelligence artificielle

Le futur reste à inventer, de nouveaux usages à venir

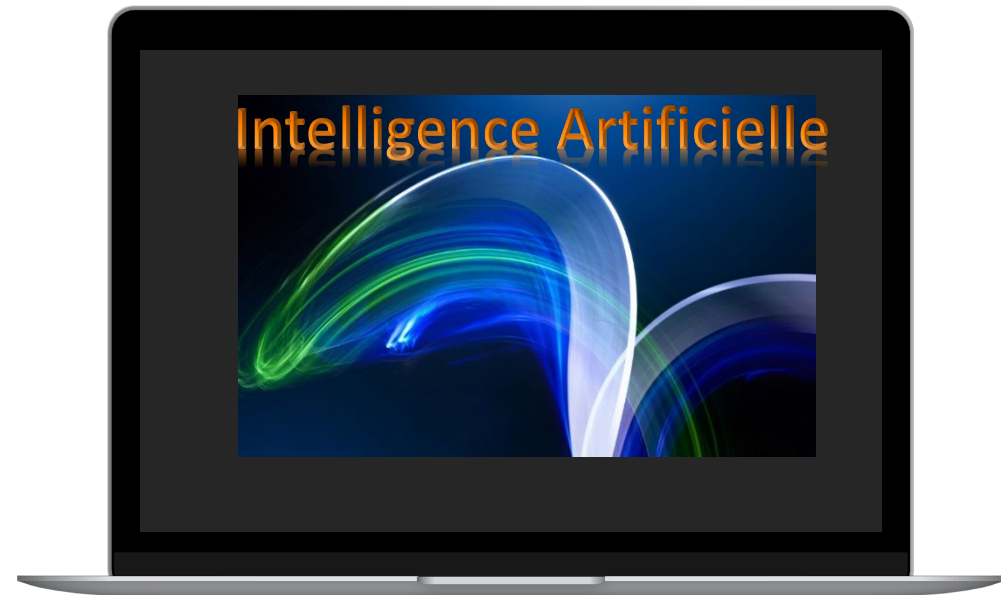
- L'intelligence artificielle est une vaste famille de technologies, elle est présente dans toutes les technologies utilisées dans la GFP et est clairement considérée comme une priorité par de nombreux gouvernements





Accent mis sur l'IA : quelques questions clés et utilisation de la GFP

- **Côté « Recettes »**
 - Profilage des risques
 - Croisement des données sur le contribuable ou l'opérateur économique
 - Choix des contrôles
- **Côté « Dépenses »**
 - Communication (*chatbot*)
 - Travail interne des agents, par exemple sur les risques juridiques ou les étapes obligatoires
 - Prévisions macroéconomiques
 - Alertes sur l'exécution du budget



L'IA est déjà utilisée pour les prévisions et, de nombreuses études, y compris une étude récente du FMI, ont tendance à décrire l'utilisation de l'IA comme un moyen d'améliorer la fiabilité des prédictions au point que la recherche affirme que l'AA peut faire aussi bien, voire mieux, que les économistes (l'étude du FMI a qualifié cette approche de boule de cristal algorithmique)

Jin-Kyu Jung, Manasa Patnam, Anna Ter-Martirosyan (2018) IMF Working Paper : An Algorithmic Crystal Ball: Forecasts-based on Machine Learning.

<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2018/11/01/An-Algorithmic-Crystal-Ball-Forecasts-based-on-Machine-Learning-46288>



Donnez votre avis !!

Question 3 : Lesquels des outils suivants avez-vous utilisés dans votre pays (ou prévoyez-vous de tester/mettre en œuvre) ?

1. L'intelligence économique (IE)
2. Les tableaux de bord automatisés
3. L'apprentissage automatique (AA)
4. Intelligence artificielle (IA)
5. Les Chatbots (dialogueurs)
6. Les signatures électroniques
7. Les infrastructures à clés publiques (ICP)
8. Les technologies de téléphonie mobile (par exemple, les applications)
9. Les technologies SMS pour atteindre les zones à faible connectivité

De quoi les pays ont-ils besoin pour soutenir leur transition numérique ?

CABRI 

SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER

Trois thèmes transversaux sont ressortis de notre recherche



- 1 Adopter l'approche modulaire ou progressive
- 2 Aller au-delà des ministères des Finances
- 3 Apprendre d'autres expériences/normes

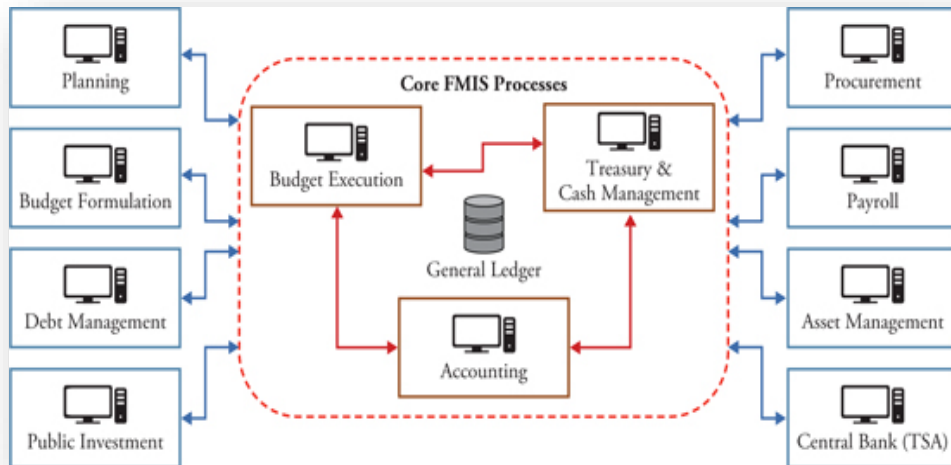


LES PAYS TRAVAILLENT DÉJÀ DE MANIÈRE MODULAIRE, MAIS COMMENT POUVONS-NOUS LE FAIRE AVEC DE MEILLEURS PRINCIPES DIRECTEURS

Il ne s'agit pas d'un débat entre les COT et le développement interne : les deux fonctionnent !

- Les pays étudiés ont connu des expériences très variées avec les deux approches, et beaucoup utilisent une combinaison de systèmes

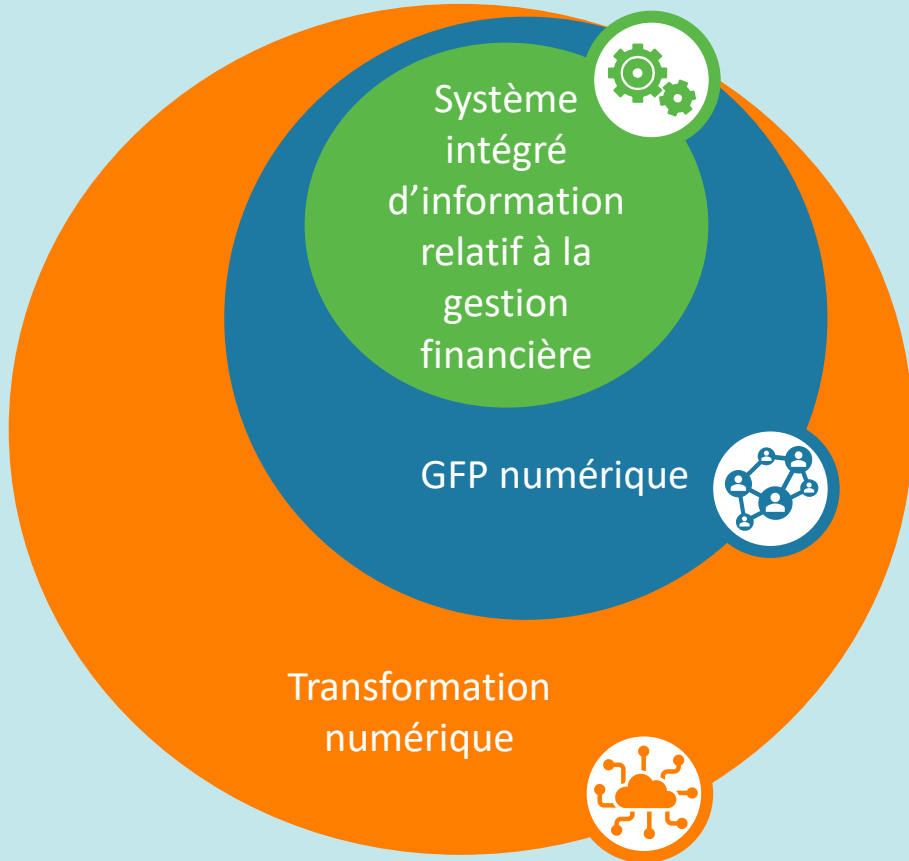
L'approche modulaire du FMI



L'expérience qui prévaut semble indiquer une approche progressive de la construction d'un système numérique :

- Des « blocs » ou « modules » numériques réutilisables et connectés peuvent stimuler l'innovation. E.g. système de paiement ou plateforme citoyenne
- Des stratégies numériques nationales peuvent aider à guider l'adoption des technologies numériques
- Les principes directeurs et la gouvernance sont importants pour permettre l'intégration et l'interopérabilité à mesure que les modules évoluent

Aller au-delà des ministères des Finances



GOVERNANCE ET OBJECTIFS COMMUNS

Digitalisation des MdF

Incorporation des ministères sectoriels

Numérisation des interactions citoyennes

DIFFICULTÉ À PENSER À LA GFPn EN DEHORS DU SYSTÈME SIIGF



MANQUE D'INFORMATIONS SUR LES INITIATIVES ET LES INNOVATIONS RÉGIONALES OU LES FORUMS D'ÉCHANGE D'IDÉES RELATIFS AUX EFFORTS DE DIGITALISATION EN AFRIQUE

Normes du secteur privé :

- Le référentiel COBIT (Objectifs de contrôle pour les technologies de l'information et les technologies connexes)
- La bibliothèque pour l'infrastructure des technologies de l'information (ITIL)
- Les normes ISO27001 et ISO27005

Ressources du secteur public :

- Les 12 domaines de la transformation numérique d'après l'OCDE
- FMI : Lignes directrices numériques/méthodologie DIGIT – auto-évaluation concernant la fonctionnalité, l'architecture, les TI, la gouvernance et la gestion

Les 12 domaines de la transformation numérique d'après l'OCDE

DIMENSIONS DU CADRE D'ACTION INTÉGRÉ	INFORMATIONS CLÉS SUR LES PAYS FAIBLE REVENU ET REVENU INTERMÉDIAIRE
ACCÈS 	<ul style="list-style-type: none"> • En 2019, le réseau de fibre optique de l'Afrique mesurait 1.02 million de kilomètres (km). Les réseaux de fibre optique terrestre pourraient ne jamais couvrir environ 30 % de la population rurale isolée d'Afrique. • Dans les PMA, 35 % des établissements d'enseignement secondaire disposent d'un accès à l'internet. • Il faudrait investir au moins 20 milliards USD par an pour alimenter en électricité, d'ici 2030, les 600 millions de personnes qui n'y ont pas accès en Afrique subsaharienne. • Les mécanismes visant à étendre l'accès aux services, à l'instar des Fonds de services universels, donnent des résultats mitigés.
UTILISATION 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les PMA, seuls 27 % de la population utilisent l'internet. • En 2020, les dix pays dans lesquels les prix pratiqués pour un gigaoctet (Go) de données étaient les moins abordables étaient des pays en développement. En République centrafricaine, le prix d'un Go de données représente 24.4 % du revenu national brut par habitant, soit l'équivalent d'environ 10 USD. • Dans les PMA, un smartphone coûte plus de la moitié du revenu mensuel moyen. • La raison la plus souvent invoquée dans les pays en développement pour expliquer la non-utilisation de l'internet est le défaut de maîtrise du numérique. • Dans les économies à faible revenu, plus d'un tiers des individus âgés de 15 ans ou plus ne disposent pas d'un identifiant officiel ; 44 % des femmes et 28 % des hommes n'ont pas d'identifiant.
INNOVATION 	<ul style="list-style-type: none"> • En 2020, seuls 14 pays d'Afrique ont obtenu un score élevé à l'Indice de développement de l'administration électronique. Dans la plupart des pays, la transformation numérique se concentre plutôt dans le secteur des technologies financières. • Les pays d'Afrique subsaharienne figurent en bas de classement pour la quasi-totalité des indicateurs qui composent l'Indice de l'intelligence artificielle. • Sur les 20 économies ayant obtenu les valeurs les plus basses à l'Indice de 2020 du commerce électronique entre entreprises et consommateurs, 18 sont des PMA.
EMPLOIS 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC), l'écart entre les petites et les grandes entreprises possédant leur propre site web est supérieur à 30 points de pourcentage. • Dans les pays de la région ALC, deux emplois sur dix sont fortement menacés par l'automatisation, et, parmi les emplois restants, l'automatisation pourrait induire des changements profonds dans quatre cas sur dix. En Afrique, les emplois dans les secteurs à



Donnez votre avis !!

Laquelle des actions suivantes CABRI devrait-elle envisager de mener à l'avenir ?

Approche de l'adaptation itérative pour la résolution de problèmes de réformes numériques

A

Adapter un programme de renforcement des compétences publiques en numérique – réunir des équipes pluridisciplinaires, y compris des ministères dépensiers, et se concentrer sur l'amélioration fonctionnelle de la GFP à l'aide de données

Dialogues régionaux et plateformes de partage

B

Prochaine conférence conjointe ODI/CABRI sur la GFP à l'ère numérique
Veuillez faire part dans le chat (*salon de discussion/bavardage*) d'exemples d'expériences-pays qui seront partagés lors de la conférence

Référentiel en ligne d'exemples nationaux d'outils numériques ou de techniques numériques de gestion

C

Recueillir des exemples et des expériences de pays en matière de réformes numériques (par le biais d'une enquête ou d'une initiative similaire) afin de créer une ressource en ligne pour un meilleur partage des connaissances



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER

Je vous remercie.
Nous sommes CABRI !



Suivez nous !



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER



CABRI – Collaborative Africa Reform Initiative



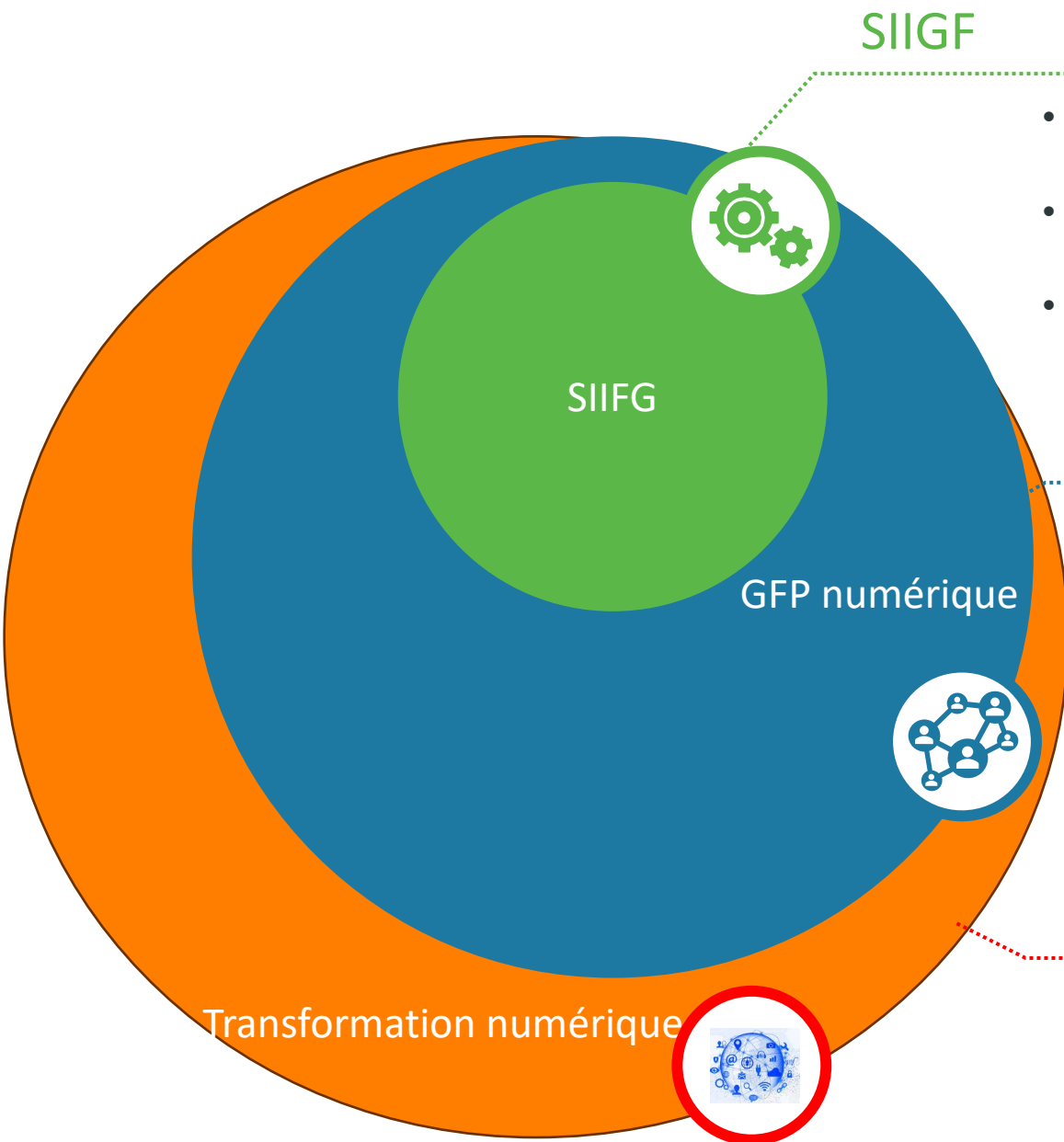
[cabri.sbo](https://www.facebook.com/cabri.sbo)



[CABRI_SBO](https://twitter.com/CABRI_SBO)



www.cabri-sbo.org



SIIFG

- Système fournissant des rapports ponctuels, fiables et complets, couvrant les dépenses, les recettes et d'autres modules.
- Utilisé à la fois pour générer et utiliser des données financières ainsi que pour soutenir les processus de gestion financière.
- Le système de base de GFP doit évoluer et n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de la population.

GFP numérique

- La GFP utilise une architecture qui permet une innovation et un partage de données rapides.
- Elle ne se limite pas aux données budgétaires et comptables, et comprend des moyens qui permettent aux non-experts d'accéder aux données et de les comprendre (par exemple, un portail public)
- Moyens d'englober les données et les systèmes des ministères dépensiers, des autorités locales, des entreprises publiques.

Transformation numérique

- La GFP qui est numérique par conception, est repensée autour de nouveaux processus
- La GFP est structurée en fonction des besoins des décideurs, des fonctionnaires et des citoyens, avec des priorités formalisées